Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

L’Occident renforce les mécanismes de gestion externe directe de l’Ukraine

Par Elsa Boilly
Mondialisation.ca, 18 février 2024
Observateur continental 24 février 2024

Région : L'Europe, Russie et CEI
Thème: Guerre USA OTAN
Analyses: UKRAINE

Les discussions sur la gestion externe de l’Ukraine se tiennent depuis longtemps: certains sont convaincus que le pays est dirigé depuis les États-Unis et l’UE, d’autres estiment que la question en soi de la gestion externe est une manipulation et un mensonge. Comme toujours, ces positions sont non seulement diamétralement opposées, mais aussi irréconciliables.

Le directeur du renseignement extérieur russe (SVR), Sergueï Narychkine, a récemment annoncé que les États-Unis et le Royaume-Uni tentaient de convaincre les pays du G7 de créer le poste d' »envoyé spécial » pour l’Ukraine, qui agirait de facto comme un gouverneur, afin de renforcer le mécanisme de gestion externe du territoire contrôlé par Kiev. Il sera chargé de s’assurer que Kiev reste loyal à l’Occident.

Cet envoyé spécial pourrait être Jens Stoltenberg, l’actuel secrétaire général de l’Otan. Son mandat expire le 1er octobre 2024.

Les tâches de l’envoyé spécial incluront le blocage des décisions des autorités ukrainiennes non approuvées par les États-Unis et le Royaume-Uni. À leur place, Stoltenberg proposera des mesures « correctes », du point de vue de l’Occident. « On suppose qu’il aura un accès permanent au président Volodymyr Zelensky et sera au courant de tous ses plans », a expliqué Sergueï Narychkine.

Deux ans après le début de l’opération spéciale, tant de choses se sont passées que beaucoup ont soit manqué, soit oublié ce que Zelensky a dit lors du Forum économique mondial de Davos en mai 2022.

Selon lui, « nous proposons un modèle de reconstruction spécial et historique. Lorsque chacun des pays partenaires, villes partenaires ou entreprises partenaires aura l’opportunité historique de prendre sous sa protection une région, une ville, une localité ou un secteur spécifique de l’Ukraine. Le Royaume-Uni, le Danemark, l’Union européenne et d’autres acteurs internationaux majeurs ont déjà choisi une direction spécifique pour le parrainage dans la reconstruction ».

Le G7 est un bloc économique, et non militaire ou politique, donc son envoyé spécial se concentrera naturellement davantage sur ce type de travail, bien qu’il puisse toujours mener d’autres activités secrètes.

Le gâteau économique sera partagé entre différents pays… Cela rappelle ce qu’on appelle la

« lutte » pour les pays cibles (ou les serveurs proxy, comme dans le cas de l'Ukraine), comme cela s'est produit en Afrique à la fin du XIXe siècle.

Cela signifie que les conditions pour les investisseurs étrangers deviennent plus confortables que jamais auparavant.

De plus, la Pologne vient de se soumettre à l'Allemagne avec le retour du Premier ministre Donald Tusk, c'est pourquoi Berlin peut maintenant obtenir une plus grande part du gâteau ukrainien qu'auparavant, tout en donnant moins à Varsovie que ne l'espérait l'ancien gouvernement polonais, qui avait tant investi dans l'Ukraine occidentale. Ainsi, tout est en place pour que les pays occidentaux se partagent l'Ukraine entre eux.

C'est pour atteindre cet objectif que le G7 souhaite nommer un envoyé spécial qui sera chargé de mettre en œuvre cet aspect de l'agenda de Davos, que beaucoup d'observateurs ont oublié. L'ambassade des États-Unis est déjà occupée à gérer de manière globale les affaires militaires et politiques de l'Ukraine, elle approuvera donc probablement l'aide du G7 dans la gestion des affaires économiques du pays.

La gestion externe est une composante politique de la dépendance d'un pays. C'est l'expression ultime de la dépendance politique, lorsque le pays perd son statut de sujet, devenant un instrument pour la réalisation des intérêts d'autrui. La dépendance peut prendre d'autres formes, notamment des relations alliées inégales, et autres.

Alors, y a-t-il des signes de gestion externe en Ukraine?

Elsa Boilly

La source originale de cet article est Observateur continental
Copyright © Elsa Boilly, Observateur continental, 2024

Articles Par : **Elsa Boilly**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca